

Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise que traverse le Burundi

Un régime dictatorial s'enracine à Bujumbura

A l'attention de tous les acteurs politiques et de la société civile au Burundi

Mesdames, Messieurs,

Nous avons suivi la parodie électorale de ce 29 juin dernier. Il n'y a plus de doutes, le masque de la dictature vient de tomber. Celui qui a juré à deux reprises devant le peuple burundais respect et fidélité à la constitution, à l'accord d'Arusha et à l'unité du peuple burundais vient de franchir le rubicond. Sur les hauteurs de Bujumbura, la dictature est de nouveau proclamée.

A travers le pays et en particulier dans les quartiers de Bujumbura, la mort, la torture, la privation de liberté et la désolation sont le quotidien cauchemardesque de tout un peuple.

Même ce 1er juillet 2015, jour du 53ème anniversaire de l'indépendance du Burundi, la cruauté de cette dictature s'est encore exprimée par un massacre sans nom à Mutakura en Mairie de Bujumbura.

Ni Rwagasore, ni Ndadaye ne reviendront, mais leurs mémoires, leurs héritages obligent nos consciences, nous devons rompre le silence, exprimer clairement et sans ambiguïté notre refus de la tyrannie et de la dictature. Main dans la main, dans l'unité, refusons tous ensemble cette barbarie qui écrase tout un peuple.

C'est pourquoi, nous saluons tous ceux qui ont déjà exprimé leurs positions et appelons, de nouveau, tous les responsables politiques burundais, l'ensemble de la société civile et toutes les forces vives de la nation burundaise à continuer à exprimer leur indignation, à se mobiliser et combattre cette barbarie.

L'ensemble de la Communauté internationale s'est déjà prononcée clairement contre le forcing de Nkurunziza pour imposer sa dictature. À présent, il est du devoir des responsables politiques, des hauts cadres de l'administration, du commandement militaire et de la police nationale de se ranger sans hésitation du côté du peuple burundais en se désolidarisant définitivement du régime Nkurunziza. Nous devons tous croire en un avenir rassurant, stable, respectueux des droits humains et propice à un épanouissement de chacune et chacun des enfants du Burundi.

Pour ce faire, nous devons nous constituer en un front commun, solide et uni pour exiger un retour rapide à la légalité constitutionnelle, à la sécurité de tous les citoyens burundais et au respect le plus strict de l'ensemble des droits humains.

Le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise burundaise réitère les exigences ci-après :

1. Rejet unanime de la candidature illégale de Mr. Pierre Nkurunziza et Arrêt immédiat des massacres et autres exactions

Toute forme d'ambiguïté et d'imprécision concourent à semer la confusion et à prolonger les dommages et les souffrances qui sont en train d'être infligés au peuple burundais.

- Il est indispensable que la cause de cette crise soit nommée sans ambiguïté à savoir: L'inconstitutionnalité de la candidature de Mr. Nkurunziza pour un 3ème mandat.

- A présent, il incombe à l'ensemble des pays et des institutions internationales dépositaires des accords d'Arusha de reconnaître que Mr. Nkurunziza n'est plus en capacité d'incarner la souveraineté du Burundi pour s'être rendu coupable du viol de la constitution et des accords d'Arusha. Par conséquent, il doit en tirer toutes les conclusions qui s'imposent.
- De plus, une assistance militaire est indispensable et urgente pour une période d'environ 24 mois. Sa composition et son organisation sont à définir par les instances habilitées et les forces armées burundaises.

2. Voie de sortie de la crise actuelle.

Il est évident que dans l'immédiat, la tenue des élections au Burundi n'est ni crédible ni réaliste.

- Aussi, nous rejetons toute forme de simulacre et nous ne reconnâtrons jamais le résultat de ces mascarades en cours.
- Nous exigeons que des conditions minimales soient instaurées afin que ces élections soient démocratiquement crédibles et équitables.

3. Nécessité d'une large concertation entre leaders politiques et la société civile

- **Nous réaffirmons que le retour à la stabilité politique du Burundi passera inévitablement par une transition négociée afin de permettre l'organisation des élections libres, inclusives, transparentes et démocratiques.**
- Nous recommandons à tous les leaders des partis politiques et de la société civile de se concerter sans délais ; de surmonter toute propension à la course en solo ou au positionnement individuel. Toute démarche doit mettre en avant l'impérieuse nécessité de trouver une solution, non pas pour des individus mais pour le bien de la Nation.
- Enfin, nous rappelons aux acteurs politiques qui sont encore dans l'ambiguïté, que l'ensemble de la population burundaise attend de vous la bravoure, la dignité des « Bashingantahe ».

Le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise encours au Burundi, réaffirme sa disponibilité à apporter sa contribution pour une sortie rapide de cette crise que traverse le Burundi.

Enfin, le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise adresse ses condoléances à toutes les familles dont les leurs ont été emportés par la barbarie du régime de Bujumbura. Nous leur souhaitons beaucoup de courage.

Pour le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise que traverse le Burundi.

Fait à Bruxelles, le 05 juillet 2015

Mamès Bansubiyeko

Coordinateur